

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1911.

Proposition de loi complétant les articles 348 à 353 du Code pénal
relatifs à l'avortement.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Une véritable campagne contre la natalité sévit aujourd'hui. Elle se déploie dans maints écrits, à des tribunes diverses et dans les faits. Partout ou presque partout on signale une diminution plus ou moins sensible des naissances. Notre pays n'échappe pas au mal, et encore que ce mal soit peut-être moins grave chez nous qu'ailleurs, il inquiète fortement ceux qui ne sont pas indifférents à la prospérité des familles et à la moralité publique.

La propagande à laquelle on se livre est secondée par des théories abortives et anticonceptionnelles, ouvertement professées. Des provocations à l'avortement s'étalent sans vergogne; elles revêtent des formes variées; elles sont secondées par les appels malsains des fabricants de remèdes; des annonces, les unes expresses, les autres plus ou moins déguisées et qui peuvent être produites à l'appui de la présente proposition de loi, attirent l'attention sur ces remèdes; un commerce s'est ainsi organisé; il exploite la lubricité en fournissant des préservatifs contre les effets légitimes du mariage et aussi contre les conséquences des débordements.

Il est temps qu'on s'arme d'un balai d'apaisissement pour arrêter les ravages de ces manœuvres coupables. /ss/n

Ce n'est pas que, dans quelque mesure, elles n'aient pas déjà fixé la sollicitude du législateur. Les articles 348 à 354 de notre Code pénal punissent les pratiques abortives. Ils frappent de peines sévères ceux qui, par les moyens qu'ils spécifient, font avorter une femme ainsi que la femme elle-

même qui se fait avorter; ils aggravent les peines lorsque les coupables sont des médecins, des chirurgiens, des accoucheurs, des sages-femmes, des officiers de santé ou des pharmaciens. Mais ils ne prévoient pas la provocation à l'avortement ni l'emploi des moyens employés pour assurer le succès de ces provocations.

Aussi n'est-ce pas d'hier que ces lacunes de notre législation ont été signalées. Elle l'ont été avec persévérance par la Fédération des Unions professionnelles des Pharmaciens. Dès le 27 mars 1905, celle-ci votait un ordre du jour déclarant « réprover énergiquement la réclame, la mise en vente et la vente des remèdes destinés à combattre le retard normal des époques », et mettant au ban de la dite Fédération « tout pharmacien convaincu d'avoir recouru à ce genre de réclame, sous n'importe quelle forme, et aux actes prémentionnés ». Tout récemment, par une délibération du 50 décembre 1910, la même Fédération a renouvelé ses appels antérieurs en envoyant aux Chambres une pétition faisant ressortir la gravité de la plaie dont souffre la société et en fixant son attention sur « les abus scandaleux qui sévissent de plus en plus et qui ont trait aux remèdes pour femmes.

Le Gouvernement français a compris qu'il était temps pour la Législature d'intervenir. Le 17 mars 1910, il a déposé sur le Bureau de la Chambre des députés un projet de loi dont les deux premiers articles sont ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — L'article 317 du Code pénal est modifié ainsi qu'il suit :

» Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, violences ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent francs (100 francs) à trois mille francs (3,000 francs).

» Les mêmes peines seront prononcées contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

» Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens seront condamnés à un emprisonnement de trois à cinq ans et à une amende de cinq cents francs (500 francs) à cinq mille francs (5,000 francs) dans le cas où l'avortement aurait eu lieu.

» Celui qui aura occasionné à autrui une maladie ou incapacité de travail personnel en lui administrant volontairement, de quelque manière que ce soit, les substances qui, sans être de nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de cinquante francs (50 francs) à deux mille francs (2,000 francs); il pourra de plus être renvoyé sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et dix ans au plus.

» Si la maladie ou l'incapacité de travail a duré plus de vingt jours, la peine sera celle de l'emprisonnement de un à cinq ans et de l'amende de cent francs (100 francs) à trois mille francs (3,000 francs).

» Si le coupable a commis le délit spécifié aux deux paragraphes ci-dessus envers un de ses ascendants, tels qu'ils sont désignés en l'article 312, il sera puni, en outre, de l'amende déterminée au paragraphe précédent, au premier cas d'un emprisonnement de un à cinq ans et au deuxième cas d'un emprisonnement de deux à cinq ans. »

« ART. 2. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent francs (100 francs) à trois mille francs (3,000 francs) quiconque aura :

» Par des discours proférés dans des lieux ou réunions publics;

» Par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publique, l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans des lieux publics, d'écrits, d'imprimés, d'annonces, d'affiches, dessins, gravures, images, remèdes, instruments ou objets quelconques;

» Par leur distribution à domicile, par leur remise sous bande ou sous enveloppe non fermée à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport,

» Provoqué à l'avortement, que cette provocation ait été suivie ou non d'effet... »

Une partie des faits visés par ce projet de loi sont déjà prévus par les articles 348 à 353 du Code pénal belge. Mais tous ne le sont pas, et c'est pourquoi une nouvelle intervention de la législation paraît indispensable.

Il convient donc de compléter les dispositions pénales en vigueur, en prévoyant le fait des médecins, chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes, officiers de santé ou pharmaciens qui auront indiqué ou recommandé des moyens d'avortement, ainsi que tous les faits constituant une provocation à l'emploi de ces moyens.

Tel est le but de la proposition de loi que je soumets avec confiance à l'examen bienveillant de la Chambre.

CH. WOESTE.

41

Proposition de loi complétant les articles 348 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement.

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 353 du Code pénal :

« ART. 353^{bis}. — Les médecins, les chirurgiens, les accoucheurs, les sages-femmes, les officiers de santé et les pharmaciens qui auront indiqué ou recommandé les moyens prévus dans les articles 348 à 353 à l'effet de faire avorter une femme seront punis d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 200 francs à 500 francs.

» ART. 353^{ter}. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 200 francs à 3,000 francs quiconque :

» Par des discours proférés dans des lieux ou réunions publics,

» Par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publique, l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans des lieux publics d'écrits, d'imprimés, d'annonces, d'affiches, de dessins, de gravures, d'images, de remèdes, d'instruments, appareils ou objets quelconques,

» Par leur distribution à domicile, par leur remise sous bande ou sous

Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 348 tot 353 van het Strafwetboek betreffende de vruchtafdriving.

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 353 van het Strafwetboek :

« ART. 353^{bis}. — De geneesheeren, heelmeeesters, vroedmeesters, vroedvrouwen, officieren van gezondheid en apothekers die de middelen, voorzien bij de artikelen 348 tot 353, hebben aangewezen of aanbevolen ten einde de afdriving der vrucht van eene vrouw te veroorzaken, worden gestraft met gevangenisstraf van één tot drie jaar en met geldboete van 200 tot 500 frank.

» ART. 353^{ter}. — Met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van 200 tot 3,000 frank wordt gestraft al wie :

» Door het houden van toespraken op openbare plaatsen of in openbare vergaderingen,

» Door het verkoopen, te koop stellen of aanbieden, zelfs niet in 't openbaar, het tentoonstellen, aanplakken of verspreiden, op den openbaren weg of op openbare plaatsen, van geschriften, drukwerken, aankondigingen, aanplakbiljetten, teekeningen, platen, afbeeldingen, middelen, werktuigen, toestellen of voorwerpen van welken aard ook,

» Door het ronddeelen daarvan aan huis, door het afgeven daarvan, onder

enveloppe non fermée à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport,	kruisband of onder niet gesloten omslag, aan de post of aan eenigen persoon, met ronddeeling of vervoer belast,
» Aura provoqué à l'avortement, que cette provocation ait été suivie ou non d'effet. »	» Heeft aangezet tot vruchtafdrijving, onverschillig of deze aanzetting gevolg heeft gehad of niet. »

CH. WOESTE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 MAART 1911.

Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 348 tot 353 van het Strafwetboek
betreffende de vruchtafdrijving.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Heden ten dage woedt een ware strijd tegen het kinderverwekken. Hij geeft zich lucht in velerlei geschriften, in vergaderingen van verschillenden aard, in feiten. Overal of bijna overal wordt gewezen op de min of meer merkelijke verlaging van 't geboortecijfer. Ons land ontsnapt niet aan het kwaad, en schoon dit kwaad wellicht bij ons kleiner is dan elders, toch verontrust het terecht hen, die de welvaart der familiën en de openbare zedelijkheid ter harte nemen.

De propaganda waaraan men zich overlevert, wordt gevoed door openlijk beleden leerstelsels, tot vruchtafdrijving aanzettende en de bevruchting bestrijdende. Aanhitsingen tot vruchtafdrijving worden schaamteloos uitgesteld; zij doen zich onder allerlei vorm voor; zij worden bevorderd door de ongezonde aanlokkingen der vervaardigers van afdrijvende middelen; op deze middelen wordt de aandacht getrokken door aankondigingen, sprekende de eene duidelijk, de andere op min of meer verbloemde wijze en die kunnen dienen tot staving van dit wetsvoorstel; aldus is een onzedelijke handel tot stand gekomen, voordeel trekkende uit geilheid, door het aanschaffen van behoedmiddelen tegen de wettelijke gevolgen van het huwelijk, alsmede tegen den nasleep van de ongebondenheid der zeden.

Het wordt tijd, dat men zich wapene met een gezondmakenden bezem om de verwoestingen van deze schuldige handelingen tegen te houden.

Dit wil niet zeggen dat die niet reeds, in zekere mate, de bezorgdheid van den wetgever hebben gaande gemaakt. De artikelen 348 tot 353 van ons

Strafwetboek straffen de vruchtafdrijvende praktijken. Zij straffen met strenge straffen degenen, die door de erin vermelde middelen, de afdrijving der vrucht van eene vrouw veroorzaken en de vrouw zelf, die hare ontijdige verlossing bewerkt; zij verzwaren de straffen, wanneer de schuldigen zijn geneesheeren, heelmeeesters, vroedmeesters, vroedvrouwen, officieren van gezondheid of apothekers. Doch zij voorzien niet het aanzetten tot vruchtafdrijving, evenmin als het aanwenden van middelen, gebruikt om die aanhitsingen te doen lukken.

Sedert lang werd gewezen op die leemten in onze wetgeving. De Bond der Beroepsverenigingen voor apothekers deed het met volharding. Reeds op 27 Maart 1905, nam deze Bond eene dagorde aan, waarbij hij verklaarde « krachtdadig af te keuren het aanwijzen, het te koop stellen en verkoopen van middelen bestemd om het normaal achterblijven der maandstonden te bestrijden », en aan de openbare verachting prijs te geven « elken apotheker van wien het is bewezen dat hij, onder om 't even welken vorm, zijne toevlucht nam tot soortgelijke aanprijzingen en tot bovengenoemde handelingen ». Nog geheel onlangs, bij beraadslaging van 30 December 1910, heeft dezelfde Bond zijn vroegeren oproep hernieuwd : hij zond aan de Kamers een verzoekschrift, waarin werd gewezen op al het erge van 't kwaad waaraan de samenleving lijdt en hare aandacht werd getrokken op « de schandelijke misbruiken die hoe langs zoo meer woeden en betrekking hebben op middelen voor vrouwen ».

De Fransche Regeering heeft begrepen, dat voor de Wetgeving het oogenblik was gekomen om op te treden. Op 17 Maart 1910 heeft zij bij de Kamer der afgevaardigden een wetsontwerp ingediend waarvan de eerste twee artikelen luiden :

« EERSTE ARTIKEL. — Artikel 317 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

» Met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van honderd frank (100 frank) tot drie duizend frank (3,000 frank) wordt gestraft al wie door spijzen, dranken, geneesmiddelen, gewelddaden of door eenig ander middel de afdrijving der vrucht van eene zwangere vrouw heeft bewerkt, onverschillig of deze daarin heeft toegestemd of niet.

» Dezelfde straffen worden uitgesproken tegen de vrouw die zelve de afdrijving harer vrucht heeft bewerkt of die er in heeft toegestemd, gebruik te maken van de door met dat doel aangewezen of toebediende middelen, indien de vruchtafdrijving er 't gevolg van was.

» De geneesheeren, heelmeeesters en andere officieren van gezondheid, alsmede de apothekers die bedoelde middelen hebben aangewezen of toebediend, worden, voor 't geval dat de vruchtafdrijving heeft plaats gehad, gestraft met gevangenisstraf van drie tot vijf jaar en met geldboete van vijf-honderd frank (500 frank) tot vijf duizend frank (5,000 frank).

» Hij, die aan een ander eene ziekte of eene persoonlijke arbeidsonbekwaamheid heeft veroorzaakt door hem vrijwillig, op welke wijze ook,

middelen toe te dienen die, alhoewel niet van aard den dool mede te brengen, schadelijk zijn voor de gezondheid, wordt gestraft met gevangenisstraf van ééne maand tot drie jaar en geldboete van vijftig frank (50 frank) tot twee duizend frank (2,000 frank); daarenboven kan hij onder het toezicht van de hoogere politie worden geplaatst gedurende ten minste twee jaar en ten langste drie jaar.

» Heeft de ziekte of de arbeidsonbekwaamheid langer dan twintig dagen geduurd, dan is de straf gevangenisstraf van één tot vijf jaar en geldboete van honderd frank (100 frank) tot drie duizend frank (3,000 frank).

» Heeft de schuldige het wanbedrijf, in beide bovenstaande paragrafen omschreven, gepleegd tegenover een zijner bloedverwanten in de opgaande lijn, zooals die in artikel 312 zijn aangewezen, dan wordt hij, behalve de geldboete bepaald in het vorige lid, gestraft, in het eerste geval, met gevangenisstraf van één tot vijf jaar en, in het tweede geval, met gevangenisstraf van twee tot vijf jaar. »

« ART. 2. — Met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van honderd frank (100 frank) tot drie duizend frank (3,000 frank) wordt gestraft al wie :

» Door het houden van toespraken op openbare plaatsen of in openbare vergaderingen ;

» Door het verkoopen, te koop stellen of aanbieden, zelfs niet in 't openbaar, het tentoonstellen, aanplakken of verspreiden, op den openbaren weg of op openbare plaatsen, van geschriften, drukwerken, aankondigingen, aanplakbiljetten, teekeningen, platen, afbeeldingen, middelen, werktuigen, toestellen of voorwerpen van welken aard ook ;

» Door het ronddeelen daarvan aan huis, door het afgeven daarvan, onder kruisband of onder niet gesloten omslag, aan de post of aan eenigen persoon, met ronddeeling of vervoer belast,

» Heeft aangezet tot vruchtafdrijving, onverschillig of deze aanzetting gevolg heeft gehad of niet. »

Een deel van de feiten, door dit wetsontwerp bedoeld, zijn reeds voorzien bij de artikelen 348 tot 353 van het Belgische Strafwetboek. Doch niet al de feiten worden bij deze artikelen voorzien en daarom achten wij, dat de wetgever opnieuw behoort op te treden.

Het is er dus om te doen de bestaande wetsbepalingen aan te vullen door te voorzien de daad van de geneesheeren, heelmeeesters, verloskundigen, vroedvrouwen, officieren van gezondheid of apothekers, die middelen tot vruchtafdrijving hebben aangewezen of aanbevolen, benevens al de daden die de aanzetting tot het gebruiken van deze middelen uitmaken.

Daartoe strekt het wetsontwerp dat ik met vertrouwen onderwerp aan het welwillend onderzoek van de Kamer.

CH. WOESTE.

(4)

Proposition de loi complétant les articles 348 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement.

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 353 du Code pénal :

« Art. 353^{bis}. — Les médecins, les chirurgiens, les accoucheurs, les sages-femmes, les officiers de santé et les pharmaciens qui auront indiqué ou recommandé les moyens prévus dans les articles 348 à 353 à l'effet de faire avorter une femme seront punis d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 200 francs à 500 francs.

» Art. 353^{ter}. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 200 francs à 3,000 francs quiconque :

» Par des discours proférés dans des lieux ou réunions publiques,

» Par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publique, l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans des lieux publics d'écrits, d'imprimés, d'annonces, d'affiches, de dessins, de gravures, d'images, de remèdes, d'instruments, appareils ou objets quelconques,

» Par leur distribution à domicile, par leur remise sous bande ou sous

Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 348 tot 353 van het Strafwetboek betreffende de vruchtafdrijving.

EENIG ARTIKEL.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 353 van het Strafwetboek :

« Art. 353^{bis}. — De geneesheeren, heelmeeesters, vroedmeesters, vroedvrouwen, officieren van gezondheid en apothekers die de middelen, voorzien bij de artikelen 348 tot 353, hebben aangewezen of aanbevolen ten einde de afdrijving der vrucht van eene vrouw te veroorzaken, worden gestraft met gevangenisstraf van één tot drie jaar en met geldboete van 200 tot 500 frank.

» Art. 353^{ter}. — Met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van 200 tot 3,000 frank wordt gestraft al wie :

» Door het houden van toespraken op openbare plaatsen of in openbare vergaderingen,

» Door het verkoopen, te koop stellen of aanbieden, zelfs niet in 't openbaar, het tentoonstellen, aanplakken of verspreiden, op den openbaren weg of op openbare plaatsen, van geschriften, drukwerken, aankondigingen, aanplakbiljetten, teekeningen, platen, afbeeldingen, middelen, werktuigen, toestellen of voorwerpen van welken aard ook,

» Door het ronddelen daarvan aan huis, door het afgeven daarvan, onder

enveloppe non fermée à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport,	kruisband of onder niet gesloten omslag, aan de post of aan eenigen persoon, met ronddeeling of vervoer belast,
» Aura provoqué à l'avortement, que cette provocation ait été suivie ou non d'effet. »	» Heeft aangezet tot vruchtafdrijving, onverschillig of deze aanzetting gevolg heeft gehad of niet. »

CH. WOESTE.

